



Bruxelles, le 14 février 2022  
(OR. fr)

6131/22

---

---

**Dossier interinstitutionnel:**  
**2021/0417(NLE)**

---

---

**CORDROGUE 14**  
**SAN 78**  
**RELEX 162**

#### **NOTE POINT "I/A"**

---

Origine:	Secrétariat général du Conseil
Destinataire:	Comité des représentants permanents (2 <sup>e</sup> partie)/Conseil
Objet:	Projet de décision du Conseil relative à la position à prendre, au nom de l'Union européenne, lors de la soixante-cinquième session de la Commission des stupéfiants, en ce qui concerne l'inscription de substances aux tableaux annexés à la Convention unique sur les stupéfiants de 1961, telle que modifiée par le protocole de 1972, et à la Convention sur les substances psychotropes de 1971

---

1. La Convention unique des Nations unies sur les stupéfiants de 1961, modifiée par le protocole de 1972, et la Convention des Nations unies sur les substances psychotropes de 1971 (ci-après dénommées "conventions") sont les principaux traités internationaux dans le domaine du contrôle des drogues, au même titre que la Convention des Nations unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988.
2. Les États parties aux conventions sont tenus de veiller à ce que les mesures de contrôle obligatoires soient appliquées aux substances inscrites aux tableaux annexés aux conventions. Cette inscription a pour objet de contrôler et de limiter l'usage de ces substances selon une classification portant sur leur valeur thérapeutique, le risque d'abus et les risques pour la santé, ainsi que de minimiser le détournement de précurseurs chimiques au profit de fabricants illégaux de drogues.

3. Les décisions ayant pour objet de modifier la portée du contrôle des substances sont prises par la Commission des stupéfiants (CND), dans le cadre de décisions visant à apporter certains changements aux tableaux annexés aux conventions, sur la base de recommandations de l'Organisation mondiale de la santé.
4. La CND, lors de sa soixante-cinquième session, qui se tiendra du 14 au 18 mars 2022 à Vienne, doit adopter des décisions sur l'inscription de substances aux tableaux annexés aux conventions.
5. Le 16 décembre 2021, la Commission a présenté une proposition de décision du Conseil relative à la position qui sera exprimée, au nom de l'Union européenne, lors de la soixante-cinquième session de la CND, en ce qui concerne l'inscription de trois substances psychoactives aux tableaux annexés aux conventions (15195/21 + ADD 1).
6. La proposition de la Commission a été examinée lors des réunions du groupe horizontal "Drogue" (GHD) qui se sont tenues le 13 janvier et le 2 février 2022. La version révisée de la proposition figurant dans le document ST 5110/1/22 REV 1 a été approuvée par le GHD le 2 février 2022.
7. **Compte tenu de ce qui précède, le Comité des représentants permanents est invité à recommander au Conseil qu'il adopte, en point "A" de l'ordre du jour d'une de ses prochaines sessions, le projet de décision du Conseil relative à la position à prendre, au nom de l'Union européenne, lors de la soixante-cinquième session de la Commission des stupéfiants, en ce qui concerne l'inscription de trois substances psychoactives aux tableaux annexés à la Convention unique des Nations unies sur les stupéfiants de 1961, modifiée par le protocole de 1972, et à la Convention des Nations unies sur les substances psychotropes de 1971, tel qu'il figure dans le document 5629/22, mis au point par les juristes-linguistes.**